



Distribution: générale

Date: 24 octobre 2017

Original: anglais

Point 7 de l'ordre du jour

WFP/EB.2/2017/7-A/3/Rev.1

Questions opérationnelles

**Pour approbation**

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>)

## Projet de Plan stratégique de pays — Pérou (2018–2022)

Durée	1 <sup>er</sup> janvier 2018–31 décembre 2022
Coût total pour le PAM	12 033 437 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	2A

\* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

### Résumé

Au Pérou, une croissance économique régulière associée à des investissements dans les infrastructures, l'éducation et la santé et l'expansion des programmes sociaux ont permis de réduire sensiblement la faim et la pauvreté. La malnutrition chronique chez l'enfant a diminué de moitié depuis 2007, mais elle continue de toucher 13,1 pour cent des enfants de moins de 5 ans, avec des différences marquées selon la zone de résidence. Les taux d'anémie chez les enfants âgés de 6 à 36 mois stagnent depuis six ans entre 43 et 45 pour cent. L'obésité et le surpoids progressent et touchent 32,3 pour cent des enfants âgés de 5 à 9 ans. Les principaux facteurs qui concourent à cette situation sont le peu de diversité du régime alimentaire dû au manque d'accès à la nourriture et les mauvaises habitudes alimentaires résultant du manque d'information et de connaissances, du faible niveau d'instruction des mères, de la pauvreté et de l'accès limité à l'eau potable.

Les priorités du Pérou sont établies par le Plan du bicentenaire, qui arrive à échéance en 2021; elles comprennent notamment la sécurité alimentaire et la nutrition, et les cibles fixées consistent à ramener le taux de malnutrition chronique à 6,4 pour cent et celui d'anémie à 19 pour cent. L'examen stratégique a permis de mettre en évidence les lacunes et les difficultés susceptibles d'entraver la réalisation de ces objectifs, notamment: i) des lacunes dans le cadre juridique pour la réalisation de l'objectif de développement durable 2; ii) la nécessité d'améliorer la coordination des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition à différents niveaux et entre les secteurs; iii) un discours public qui n'insiste pas toujours sur les disparités, l'insécurité alimentaire et la faim; iv) des dispositifs de protection sociale susceptibles de résister aux chocs qui sont limités; et v) la nécessité de différencier les approches en fonction des contextes culturels locaux et des besoins spécifiques des hommes et des femmes.

#### Coordonnateurs responsables:

M. M. Barreto  
Directeur régional  
Amérique latine et Caraïbes  
courriel: miguel.barreto@wfp.org

Mme C. Burbano de Lara  
Directrice de pays  
courriel: carmen.burbano@wfp.org

Le présent plan stratégique de pays s'appuie sur des consultations menées avec le Gouvernement et d'autres partenaires. Il propose une réorientation stratégique importante qui doit permettre au PAM de répondre aux attentes du Gouvernement, compte tenu des recommandations issues de l'examen stratégique. Le bureau de pays a renforcé son approche afin d'être un partenaire clé du gouvernement en matière de sécurité alimentaire et nutrition. Il s'agit d'associer l'ensemble de la société à la concertation avec les acteurs nationaux en vue de pouvoir mettre en œuvre la démarche politique et multisectorielle intégrée nécessaire pour continuer à réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition, en contribuant à trois effets directs:

- Le Gouvernement, le secteur privé, les milieux universitaires et la société civile au Pérou sont mobilisés pour contribuer ensemble à éliminer la faim et la malnutrition d'ici à 2030.
- D'ici à 2022, l'état nutritionnel des groupes vulnérables les plus exposés aux principales formes de malnutrition au Pérou – retard de croissance, anémie et surpoids/obésité – s'améliore.
- D'ici à 2022, les institutions nationales et infranationales ont des capacités renforcées pour gérer les politiques et programmes de sécurité alimentaire, de préparation aux catastrophes et de protection sociale.

Le PAM renforcera sa capacité à fournir en amont un soutien aux politiques. De nouvelles capacités de plaidoyer et de communication et des travaux de recherche de meilleure qualité aideront à influencer sur les décisions de haut niveau relatives aux politiques et aux ressources: le PAM s'appuiera donc sur ses partenariats avec les principales parties prenantes au sein du Gouvernement – les ministères de la santé, du développement et de l'inclusion sociale, et de la défense, et l'Institut national de la protection civile – et renforcera ses partenariats avec le secteur privé, les milieux universitaires et la société civile.

Le plan stratégique de pays contribuera au Plan du bicentenaire, au Plan national pour la gestion des risques de catastrophe et au Plan pour la sécurité alimentaire et la nutrition (2015–2021) du Pérou; au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2016–2021); et à la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17, en particulier les résultats stratégiques 2, 5 et 8.

### **Projet de décision\***

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Pérou (2018-2022) (WFP/EB.2/2017/7-A/3/Rev.1/DRAFT), pour un coût total pour le PAM de 12 033 437 dollars.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## 1. Analyse de la situation

### 1.1 Contexte national

1. Au Pérou, une croissance économique régulière associée à des investissements dans les infrastructures, l'éducation et la santé et l'expansion des programmes sociaux ont permis de réduire sensiblement la faim et la pauvreté, et notamment la malnutrition chronique, dont le taux est passé de 29 pour cent en 2007 à 13 pour cent en 2016<sup>1</sup>.
2. Un aspect bien particulier de l'expérience du Pérou en matière de développement, c'est sa révolution culinaire de renommée mondiale. Après des décennies de terrorisme et d'instabilité politique, le Pérou place l'alimentation et la gastronomie au centre de sa transformation sociale et économique. La Société péruvienne de gastronomie estime que sa cuisine a généré 5 milliards de dollars en 2016. Cette même année, trois des dix premiers restaurants d'Amérique latine se trouvaient à Lima. L'alimentation est une source majeure d'identité nationale et de fierté pour le pays, et chaque année 15 000 étudiants sortent diplômés d'instituts culinaires.
3. Malgré ces succès, le Pérou est confronté à plusieurs défis, notamment des niveaux élevés d'inégalité. L'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition mené en 2016 et les évaluations du PAM ont mis en évidence les principales difficultés rencontrées: i) les taux de malnutrition se sont révélés de plus en plus difficiles à réduire ces dernières années; ii) les taux d'anémie sont élevés et augmentent; et iii) d'importantes poches de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire subsistent, notamment dans les zones rurales. Le Rapport de 2016 du Forum économique mondial sur les disparités entre les sexes à l'échelle mondiale, qui utilisait un indice mesurant la participation, les débouchés économiques, l'éducation, l'autonomisation politique et la santé des femmes, a montré que le Pérou était passé du 45<sup>ème</sup> au 80<sup>ème</sup> rang sur 144 pays.
4. Le Pérou est l'un des pays les plus exposés aux catastrophes dans le monde: on estime que 18,6 millions de personnes – 59 pour cent de la population – vivaient en 2016 dans des zones très vulnérables face aux catastrophes naturelles et au changement climatique<sup>2</sup>. Ces chiffres devraient atteindre 21,9 millions – 66 pour cent – en 2021, soit une hausse tant du nombre que de la proportion de personnes vulnérables aux catastrophes naturelles.

### 1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

5. *Accès à l'alimentation.* Vingt-deux pour cent de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté et a un accès limité à des aliments nutritifs<sup>3</sup>. La pauvreté touche davantage les citoyens en chiffres absolus – soit 14,5 pour cent de la population urbaine – mais est plus marquée en milieu rural, où elle touche 45,2 pour cent de la population. Le revenu mensuel par habitant dans les trois régions les plus touchées par l'insécurité alimentaire est en moyenne de 257 dollars contre 449 dollars dans les trois régions les moins touchées. Ces chiffres témoignent de l'inégalité qui règne dans le pays<sup>4</sup>.
6. Les taux de pauvreté sont particulièrement élevés dans les régions de la Sierra et de l'Amazonie, parmi les communautés autochtones et d'ascendance africaine, en particulier les femmes: 47 pour cent des femmes en milieu rural n'ont pas de revenus propres, ce qui les rend particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire<sup>5</sup>.
7. Les exercices d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité menés par le PAM en 2015 ont permis de montrer que 7,1 millions de Péruviens – 23 pour cent de la population<sup>6</sup> – vivent dans des districts où la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire est élevée, voire très élevée, en raison des catastrophes naturelles récurrentes qui rendent l'accès à la nourriture difficile, en particulier dans les régions de la Sierra et de l'Amazonie. Début 2017, le phénomène El Niño Costero a

<sup>1</sup> Institut national de la statistique et de l'informatique. Enquête démographique et de santé, 2014 et 2016.

<sup>2</sup> Présidence du Conseil des ministres. 2014. *Plan Nacional de Gestión del Riesgo de Desastres*, 2014–2021. Lima.

<sup>3</sup> Institut national de la statistique et de l'informatique, 2015.

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> Enquête démographique et de santé, 2014.

<sup>6</sup> Il n'existe pas de données ventilées selon le sexe et l'âge. Il sera remédié à cette lacune pendant la mise en œuvre du plan stratégique de pays.

provoqué des glissements de terrain et des inondations qui ont touché 1,1 million de personnes et causé des dégâts considérables dans les zones côtières du nord du pays. Selon un rapport préliminaire du PAM sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, 60 pour cent de la population frappée était en situation d'insécurité alimentaire au lendemain de la catastrophe, et les moyens d'existence et les cultures étaient gravement touchés.

8. *Fin de la malnutrition.* La malnutrition chronique chez l'enfant a été réduite de moitié depuis 2007, mais elle continue de toucher 13,1 pour cent des enfants de moins de 5 ans – 14 pour cent des garçons et 12,2 pour cent des filles – avec des différences marquées selon le lieu de résidence: 26,5 pour cent dans les zones rurales et 7,9 pour cent en milieu urbain<sup>7</sup>. Dans certaines parties du pays, comme les zones isolées de la Sierra et de l'Amazonie, les taux de retard de croissance atteignent 33,4 pour cent. Dans les communautés autochtones, en particulier dans l'Amazonie, le retard de croissance n'a pas diminué au cours des dix dernières années.
9. Les taux d'anémie chez les enfants âgés de 6 à 36 mois n'ont que légèrement diminué – passant de 45 à 43 pour cent depuis 2011<sup>8</sup> – mais ils ont augmenté dans 16 départements. L'anémie chez les femmes a progressé de 3,9 points de pourcentage entre 2012 et 2014. Dans certaines régions, comme le Puno, les taux d'anémie atteignent 76 pour cent. Dans les ménages les plus pauvres, 42,4 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent d'anémie; dans les familles aisées, ce chiffre est de 20,6 pour cent, ce qui reste élevé.
10. Les taux d'obésité et de surpoids sont en hausse: 32,3 pour cent des enfants âgés de 5 à 9 ans sont concernés – 14,8 pour cent sont obèses et 17,5 pour cent sont en surpoids. Ce phénomène touche en particulier: i) les garçons (39 pour cent, contre 25 pour cent des filles); ii) les enfants dans les zones urbaines (41 pour cent); et iii) les enfants des ménages à revenu moyen ou élevé (39 pour cent). Quarante-quatre pour cent des femmes adultes sont obèses, contre 38 pour cent des hommes.
11. L'examen stratégique national a permis de déterminer les principaux facteurs de la malnutrition, à savoir le peu de diversité du régime alimentaire dû au manque d'accès à la nourriture, et les mauvaises habitudes alimentaires résultant du manque d'information et de connaissances, du faible niveau d'instruction des mères, de la pauvreté et de l'accès limité à l'eau potable. Ces facteurs empêchent le Gouvernement de progresser sur la voie de la réduction de la malnutrition chronique et de l'anémie.
12. *Productivité et revenus des petits exploitants.* Il est ressorti de l'examen stratégique que l'agriculture est la principale source de revenu de 34 pour cent des ménages. La petite agriculture fournit 70 pour cent de la consommation alimentaire nationale; 30,8 pour cent des agriculteurs sont des femmes. Selon le recensement agricole national, les femmes utilisent en moyenne 1,8 hectare de terres agricoles et les hommes 3,0 hectares en moyenne, ce qui souligne la grande disparité existant entre les hommes et les femmes pour ce qui est de l'utilisation des terres.
13. L'assistance technique ne parvient qu'à environ 10 pour cent des agriculteurs, principalement des hommes, et ne tient pas compte de la problématique hommes-femmes, alors que les femmes et les filles participent beaucoup à tous les aspects de la production, de la transformation et de la distribution des denrées agricoles<sup>9</sup>. La petite agriculture se caractérise par une faible productivité et un accès limité au crédit, à l'assistance technique et aux titres fonciers, ainsi que par une forte vulnérabilité face aux chocs climatiques. Dans les régions de la Sierra et de l'Amazonie, le manque d'infrastructure et les difficultés d'accès aux marchés limitent la productivité et la croissance des revenus des petits exploitants.

---

<sup>7</sup> Enquête démographique et de santé, 2016. Toutes les données sur l'anémie et la malnutrition sont tirées de cette source.

<sup>8</sup> Des données ventilées par sexe et par âge sont disponibles pour les enfants âgés de 6 à 59 mois – 35 pour cent des garçons et 32 pour cent des filles.

<sup>9</sup> Garcés, C. 2017. *Analysis with a Gender Perspective of Food Security and Nutrition in Peru*. Lima, PAM.

14. *Systèmes alimentaires durables.* L'examen stratégique a montré qu'au Pérou les terres arables, déjà limitées, sont très vulnérables aux phénomènes climatiques extrêmes, et sont souvent inexploitées en raison du manque d'eau. Les phénomènes climatiques extrêmes entraînent d'importantes pertes d'eau et de récoltes et réduisent la variété, la quantité et la qualité des denrées produites: 15 000 hectares de terres sont touchés à chaque campagne agricole, et les effets du changement climatique sur la disponibilité de l'eau pourraient réduire les rendements dans une proportion susceptible d'atteindre entre 12 et 50 pour cent. Les chocs climatiques ont des répercussions différentes sur les hommes et sur les femmes et exacerbent souvent les inégalités entre les sexes. La durabilité des systèmes alimentaires est fragile, mais des programmes sont en place pour accroître l'aptitude des agriculteurs à s'adapter aux chocs climatiques en diversifiant les cultures, en améliorant l'aménagement des bassins versants et en reconstituant les moyens d'existence.
15. Les soins et les travaux domestiques non rémunérés contribuent sensiblement à la viabilité des systèmes alimentaires: les femmes âgées de 40 à 49 ans consacrent quatre fois plus de temps aux soins dispensés aux enfants que les hommes de la même tranche d'âge. La promotion de systèmes alimentaires durables offre l'occasion de lutter contre les rôles discriminatoires dévolus aux deux sexes en lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

### ***Environnement macroéconomique***

16. Le taux de croissance annuel moyen de l'économie devrait s'établir à 4,5 pour cent entre 2016 et 2021, et le produit intérieur brut pourrait atteindre 256 milliards de dollars<sup>10</sup>. L'économie péruvienne marque néanmoins le pas, au diapason des autres économies de l'Amérique latine.
17. L'un des grands défis réside dans le fait que 73 pour cent de la population active – 11,8 millions de personnes – étaient employés à titre informel en 2014. La participation au secteur informel est particulièrement élevée chez les femmes (76,1 pour cent, contre 70,3 pour cent chez les hommes) et chez les personnes âgées de 14 à 29 ans (79,8 pour cent). Le Gouvernement s'efforce d'accroître la compétitivité et de réduire la dépendance à l'égard des exportations de métaux.

### ***Principaux liens intersectoriels***

18. L'accès à l'eau et à l'assainissement représente un défi: 33 pour cent de la population, soit 10,4 millions de personnes, n'ont pas accès à l'eau potable à domicile – 9 pour cent dans les zones urbaines et 52 pour cent en milieu rural; 16,3 pour cent n'ont aucun accès à l'eau à la maison<sup>11</sup>. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le manque d'eau potable salubre est à l'origine de 80 pour cent des maladies infectieuses et gastro-intestinales, et a des effets directs sur la malnutrition. Bien que 88 pour cent de la population urbaine aient accès au réseau public d'assainissement, 19 pour cent seulement de la population rurale y ont accès. Le Président s'est engagé à garantir à tous l'accès aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement d'ici à 2021.
19. Il reste beaucoup à faire pour garantir aux femmes l'égalité des chances au Pérou. Les femmes n'occupent que 36 des 130 sièges de député, et sur un total de 1 810 maires que compte le pays, 51 seulement sont des femmes, ce qui témoigne des obstacles qu'elles rencontrent pour accéder aux postes de responsabilité et de décision. La participation des femmes à la population active est de 64,4 pour cent contre 82,7 pour cent pour les hommes, et les femmes consacrent en moyenne 40 heures par semaine à des travaux domestiques non rémunérés, contre 15,5 heures par semaine pour les hommes, ce qui met en évidence les disparités existant dans l'accès aux revenus et aux moyens d'existence<sup>12</sup>.

---

<sup>10</sup> Ministère de l'économie et des finances, données de 2016.

<sup>11</sup> Institut national de la statistique. 2016. *Access to Water and Sanitation in Peru*. Lima.

<sup>12</sup> Garcés, C. 2017. *Analysis with a Gender Perspective of Food Security and Nutrition in Peru*. Lima, PAM.

### 1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

20. Entre 2015 et 2017, l'examen stratégique national et les évaluations du PAM ont recensé les problèmes ci-après:
- Le cadre juridique pour la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 2 présente quelques lacunes: la loi sur l'alimentation et la nutrition n'est pas encore entrée en vigueur, et les règlements nécessaires à l'application des lois relatives à l'enrichissement des aliments autres que la farine, à l'agriculture familiale et à la gestion des risques de catastrophe à l'échelle nationale font défaut.
  - La coordination des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition pourrait être renforcée entre les secteurs et entre les niveaux central et local. Il existe des obstacles à la conception, au financement et à la mise en œuvre des programmes multisectoriels qui permettraient de s'attaquer aux dimensions interdépendantes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.
  - L'analyse de la sécurité alimentaire et les systèmes d'information relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition doivent être renforcés pour éclairer la conception des politiques et des programmes.
  - La bonne conjoncture pendant la dernière décennie a donné lieu à un discours public qui souligne à juste titre les accomplissements du Pérou, mais il importe de veiller à ce que la pauvreté, l'exclusion, les disparités, l'insécurité alimentaire et la faim fassent partie du débat public afin que nul ne soit laissé pour compte.
  - Un appui constant doit être apporté aux organisations de la société civile qui œuvrent en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
  - Le secteur privé ne participe que de manière limitée aux solutions au problème de la faim.
  - Il est urgent de centrer les efforts sur la prévention et la réduction des risques de catastrophe, et de faire en sorte que la protection sociale soit réactive face aux chocs. Les capacités d'intervention d'urgence au niveau régional et à celui des districts doivent être renforcées. La résilience accrue des communautés face aux chocs liés au climat sera un élément important à cet égard étant donné que le changement climatique devrait multiplier la fréquence et la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes.
  - Les interventions axées sur la sécurité alimentaire et la nutrition n'utilisent pas toujours des approches différenciées qui tiennent compte des contextes culturels et des besoins propres aux femmes et aux hommes. Les données sur la sécurité alimentaire et la nutrition ventilées par sexe et par âge et les analyses différenciées par sexe sont rares, ce qui crée des difficultés au niveau des évaluations ainsi que des plans et des programmes visant à favoriser l'évolution des relations entre les sexes.

### 1.4 Priorités du pays

#### *Priorités du Gouvernement*

21. Les priorités du pays sont fixées par le Plan du bicentenaire, qui arrive à son terme en 2021. Il donne la priorité à l'élimination des barrières sociales et culturelles ainsi que des obstacles tenant à la problématique hommes-femmes, et comporte un volet relatif à la sécurité alimentaire et à la nutrition, l'objectif étant de ramener le taux de malnutrition chronique à 6,4 pour cent et celui d'anémie à 19 pour cent. L'une des quatre grandes orientations concerne l'élimination de l'extrême pauvreté grâce à la promotion de politiques différenciées et inclusives en faveur des populations les plus pauvres et à l'élaboration de stratégies de protection sociale visant les enfants, les adolescents, les personnes âgées, les femmes chefs de ménage, les personnes handicapées et autres populations vulnérables. Les autres politiques nationales en lien avec l'ODD 2 sont le Plan national pour la gestion des risques de catastrophe, le Plan pour la sécurité alimentaire et la nutrition (2015–2021), la Politique de développement social et le Plan national pour l'égalité des sexes (2012–2017).

22. Le Pérou met également à jour ses plans nationaux afin d'établir sa Vision 2030 nationale. Des consultations sont en cours dans le but de faire concorder les politiques au niveau régional, national et étatique avec les ODD dans le cadre du Plan national de développement stratégique. La Vision 2030 pour le pays met notamment l'accent sur les groupes les plus vulnérables et a pour but de permettre à chacun de réaliser son potentiel et de gérer les ressources de manière à faire face aux effets du changement climatique.

### *Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires*

23. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2017–2021 est conforme aux priorités du Gouvernement et aux ODD. Ses quatre effets directs favorisent: i) l'accès aux moyens d'existence et le développement durable; ii) les services sociaux de base; iii) une gestion publique efficace, et la confiance à l'égard des institutions; et iv) la participation des citoyens et les droits de l'homme. Le deuxième effet direct est lié directement à l'ODD 2: il vise à faire en sorte que d'ici à 2021, toutes les personnes en situation de vulnérabilité, de pauvreté et de discrimination aient plus facilement accès aux services de base, essentiels, universels et de qualité et à un système de protection sociale intégré et inclusif. Le PAM, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole (FIDA) renforcent leur collaboration conformément au document intitulé "Collaboration entre les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome: Réaliser le Programme 2030".

## **2. Incidences stratégiques pour le PAM**

### **2.1 Expérience du PAM et enseignements**

24. Le rôle du PAM au Pérou est passé progressivement de la distribution d'aide alimentaire au renforcement des capacités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au niveau national, régional et communautaire. Il est prêt à mener des interventions d'urgence à la demande du Gouvernement, mais son rôle principal est celui de partenaire qui aide le Gouvernement à résoudre les problèmes de plus en plus complexes liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition.
25. Le PAM a prouvé qu'il pouvait tirer parti de ses compétences opérationnelles pour appuyer la formulation des politiques. Le bureau de pays a contribué à la conception du Plan national de gestion des risques et des catastrophes ainsi qu'à la réforme des programmes d'alimentation scolaire et autres programmes sociaux, et il a fourni une assistance technique à l'occasion de l'élaboration de la loi sur l'enrichissement de la farine de blé. Il apporte son soutien au Ministère de la santé pour ce qui est de la loi sur l'enrichissement du riz. Les compétences spécialisées du PAM en matière d'intervention d'urgence, de gestion de la chaîne d'approvisionnement humanitaire, de télécommunications, de ciblage et de programmation tenant compte des questions nutritionnelles et de la problématique hommes-femmes sont reconnues par le Gouvernement et les parties prenantes.
26. Le bureau de pays doit néanmoins adopter une approche plus systématique vis-à-vis du renforcement des capacités pour contribuer à la réduction de la faim au Pérou, conformément aux recommandations issues de l'évaluation de la politique du PAM en matière de développement des capacités<sup>13</sup>, qui recommandait par ailleurs que l'on prête plus d'attention à la création de savoir, à une participation de plus grande qualité à l'élaboration des politiques, et à l'amélioration de l'image de marque ainsi que des stratégies de partenariat et de mobilisation des ressources. Des capacités renforcées en matière de plaidoyer et de communication permettront au PAM d'influer sur les décisions de politique générale et de catalyser des changements systémiques dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
27. Un examen réalisé en interne des activités du PAM dans les provinces de Sechura et Ventanilla a: i) mis en évidence l'efficacité des stratégies visant à faire évoluer les comportements au niveau des ménages; ii) recommandé que l'action menée aux côtés des autorités locales privilégie la durabilité; iii) constaté que la documentation relative aux activités au niveau régional devait être améliorée, et partagée au niveau national; et iv) souligné les effets positifs de la prise en compte

---

<sup>13</sup> WFP/EB.1/2017/6-A/Rev.1.

systematique de la problématique hommes-femmes dans la programmation, et recommandé d'améliorer cette approche.

## 2.2 Potentialités pour le PAM

28. L'examen stratégique et les consultations avec le Gouvernement ont mis en lumière les possibilités ci-après qui s'offrent pour soutenir l'action menée par le Pérou en vue d'atteindre l'ODD 2, à savoir:

- sensibiliser à la nécessité de faire de la lutte contre l'insécurité alimentaire, la malnutrition chronique, l'anémie et le surpoids une priorité nationale et de favoriser une vision multisectorielle de ces questions et aider à mobiliser les acteurs des secteurs public et privé et des milieux universitaires à cette fin;
- jouer un rôle fédérateur et veiller à ce que la participation de tous les secteurs ouvre la porte à l'innovation dans la conception et la mise en œuvre des programmes sociaux;
- s'efforcer de modifier les habitudes alimentaires des femmes, des filles, des hommes et des garçons grâce à des campagnes de communication novatrices visant à faire évoluer les relations hommes-femmes et les comportements;
- promouvoir une meilleure coordination des interventions multisectorielles en matière de sécurité alimentaire et de nutrition entre les organes gouvernementaux;
- renforcer la base de données factuelles disponible à l'appui de l'amélioration des programmes concernant la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que la gestion des risques de catastrophe, en particulier au niveau local;
- contribuer à concevoir et mettre en œuvre des interventions touchant la sécurité alimentaire, la nutrition et la protection sociale qui soient fondées sur des données factuelles et tiennent compte de l'égalité des sexes, de l'âge et de la diversité ethnique;
- continuer à fournir une assistance technique à tous les niveaux du gouvernement en matière de gestion des risques de catastrophe, notamment les dispositifs de protection sociale réactifs en cas de choc, l'analyse et la programmation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, la résilience et l'adaptation au changement climatique; et
- encourager une participation plus systématique aux partenariats Sud-Sud au niveau régional et mondial afin de mobiliser le soutien technique et politique nécessaire pour lutter contre la faim.

## 2.3 Réorientations stratégiques

29. Le présent plan stratégique de pays (PSP), d'une durée de cinq ans, propose une réorientation stratégique importante qui doit permettre au bureau de pays du PAM de répondre aux attentes du Gouvernement, compte tenu des recommandations issues de l'examen stratégique et des consultations tenues avec les partenaires. Il s'agira d'associer l'ensemble de la société<sup>14</sup> à la concertation avec les acteurs clés au Pérou car pour parvenir à réduire de manière soutenue l'insécurité alimentaire et la malnutrition, il faut un engagement multisectoriel et politique intégré. Les principales réorientations stratégiques sont les suivantes:

- un nouveau rôle de défenseur, de partenaire et d'organisateur qui renforcera la visibilité du PAM ainsi que son engagement sur le plan politique afin de mobiliser l'ensemble de la société péruvienne en faveur de la réalisation des cibles de l'ODD 2;
- une approche plus systématique et novatrice de la production de données, notamment factuelles, et de l'amélioration de l'analyse et des connaissances afin de renforcer l'influence qu'a le PAM sur le plan de l'élaboration des politiques et d'accroître sa crédibilité auprès des homologues gouvernementaux, des donateurs, des partenaires et du public;

<sup>14</sup> Comprend le Gouvernement, les organismes nationaux et provinciaux, les organisations non gouvernementales (ONG), nationales, la Croix-Rouge ainsi que le secteur privé et d'autres institutions.

- une approche visant à transformer les relations entre les hommes et les femmes pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes;
- la mise à profit de l'expérience acquise par le PAM auprès des autorités locales et régionales pour appuyer des programmes différenciés, adaptés au contexte culturel et propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes, mettant l'accent sur l'amélioration de la coordination et des synergies entre les secteurs au niveau infranational, le tout devant être et systématiquement consigné afin d'appuyer les mesures prises en matière de politique générale et de sensibilisation au niveau central;
- la promotion de la coopération Sud-Sud dans le domaine de la nutrition, de la réduction des risques de catastrophe et de la protection sociale réactive face aux chocs;
- le renforcement des partenariats avec le secteur privé, la société civile, les milieux universitaires et les institutions publiques y compris le Congrès.

### 3. Orientation stratégique du PAM

#### 3.1 Direction, orientations et effets escomptés

30. Le Pérou peut être l'un des premiers pays à réaliser l'ODD 2 si les investissements voulus sont effectués. Sur la base d'une analyse par modélisation visant à déterminer dans quelle mesure la lutte contre les facteurs sous-jacents de l'insécurité alimentaire et de la faim – notamment l'accès à l'eau potable, à l'éducation et aux services de santé, les disparités entre les sexes et les besoins en matière d'infrastructure – pourrait contribuer à réduire la malnutrition, l'examen stratégique conclut que le Pérou pourrait parvenir à réduire de 10 pour cent le retard de croissance et de 22 pour cent l'anémie au cours des 10 prochaines années. La production agricole pourrait également augmenter de jusqu'à 60 pour cent si des améliorations étaient apportées dans l'attribution des titres de propriété, l'accès au crédit et les services de vulgarisation, avec une intégration positive des femmes. Le présent PSP aidera le Gouvernement et la société à atteindre ces objectifs.
31. Le PSP est conforme aux politiques du PAM en matière de développement des capacités, de nutrition, de filets de sécurité et de protection sociale, d'alimentation scolaire et d'égalité des sexes. Il est étayé par les évaluations internes des activités du PAM en matière d'assistance alimentaire et de développement des capacités et de ses stratégies en matière de partenariat, de communication et de personnel.

#### 3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

***Effet direct stratégique 1: Le Gouvernement, le secteur privé, les milieux universitaires et la société civile au Pérou sont mobilisés pour contribuer ensemble à éliminer la faim et la malnutrition d'ici à 2030***

32. Le bureau de pays va prendre un nouveau virage et adopter une approche visant à associer l'ensemble de la société à la réalisation du Programme 2030. L'effet direct stratégique 1 vise à éliminer la faim d'ici à 2030 en créant une alliance nationale multipartite entre le Gouvernement, le secteur privé, les milieux universitaires et la société civile, qui portera le nom de Pérou Faim zéro.
33. Cette plateforme multipartite de sensibilisation fera fond sur l'amour qu'ont les Péruviens de la nourriture afin de susciter un élan à l'échelle nationale qui favorisera les investissements et mobilisera toutes les sphères de la société. Le PAM: i) élaborera une stratégie de sensibilisation et de communication à l'échelle du pays afin de diffuser les données factuelles rassemblées au titre des effets directs stratégiques 2 et 3, en vue de renforcer sa propre aptitude à influencer sur les politiques au plus haut niveau – les messages seront conformes aux priorités du Gouvernement; ii) collaborera avec les médias, les faiseurs d'opinion et des célébrités afin de sensibiliser l'opinion à l'échelle nationale; iii) fera en sorte que les questions concernant la sécurité alimentaire, la faim et la nutrition soient inscrites à l'ordre du jour national en mobilisant les acteurs locaux, en particulier les femmes et les jeunes, afin de susciter des mouvements en faveur de l'élimination de la faim aux niveaux régional et local. L'initiative Pérou Faim zéro favorisera

l'égalité des sexes, contribuera à la transformation des stéréotypes sexistes culturels et encouragera le partage des responsabilités dans la famille en matière d'alimentation et de nutrition.

34. L'initiative visera principalement les groupes les plus vulnérables, mais le changement systémique à long terme ne sera pas obtenu sans modifier les habitudes alimentaires et les attentes de l'importante classe moyenne du pays, chez qui les taux de surpoids et d'obésité sont en hausse et qui peut inciter lentement les marchés et l'industrie à réagir en réclamant de plus en plus des aliments plus nutritifs et provenant de sources durables. L'initiative Pérou Faim zéro visera à faire évoluer la demande et à faire en sorte que les consommateurs soient mieux informés.

#### **Domaines d'action privilégiés**

35. L'effet stratégique 1 met l'accent sur l'élimination des causes profondes de la faim en mobilisant l'ensemble de la société.

#### **Produits escomptés**

36. Un produit permettra d'obtenir l'effet direct stratégique attendu:
- Les populations vulnérables au Pérou (niveau 3) profitent d'un mouvement multipartite coordonné et cohérent (Résultat stratégique 8, catégorie de produit M) sensibilisant l'opinion au programme national pour l'élimination de la faim (#HambreCeroPeru) afin de mieux coordonner les efforts déployés pour atteindre l'ODD 2 et promouvant une bonne santé et le bien-être (ODD 3).

#### **Activités essentielles**

*Activité 1: Fournir une assistance au Gouvernement, à la société civile, au secteur privé et aux milieux universitaires pour créer une alliance en vue d'atteindre l'ODD 2, en établissant des valeurs cibles, en allouant des ressources et en prenant des engagements en faveur de la réalisation des objectifs liés à l'élimination de la faim (catégorie d'activité 13, renforcement des capacités)*

37. Le PAM mettra l'accent sur trois activités subsidiaires:
- *plaidoyer*: établir des partenariats avec des entités gouvernementales, des entreprises du secteur privé et des responsables de la société civile afin d'influer sur l'élaboration des politiques publiques;
  - *communication*: inscrire la question de la faim et de la nutrition au programme des pouvoirs publics; et
  - *mobilisation*: susciter un élan par le biais de manifestations et d'activités locales et nationales fortement médiatisées tout au long de l'année.
38. Le Pérou a été choisi pour servir de pays pilote pour la mise en œuvre de la stratégie de communication du PAM, et le bureau de pays a reçu à cet égard beaucoup de soutien de la part du Siège. L'initiative Pérou Faim zéro est en train d'être renforcée en partenariat avec le Ministère du développement et de l'inclusion sociale et des entreprises du secteur privé suite au dîner organisé à Lima dans le cadre de la campagne mondiale "En bonne santé, pas affamés" et préparé par le chef Gastón Acurio début 2017.
39. À la demande du Président, le PAM, en collaboration avec Channel 7 – la chaîne publique que regardent 90 pour cent des ménages péruviens – et avec l'appui du Ministère de la santé et du Ministère du développement et de l'inclusion sociale, produit une émission de télé-réalité destinée à promouvoir de meilleures habitudes alimentaires. Chaque épisode hebdomadaire sera diffusé à des heures de grande écoute et mettra en scène de jeunes chefs travaillant avec une famille pour résoudre un problème lié à l'alimentation, par exemple encourager les enfants à consommer des aliments plus sains. L'émission sera accompagnée de campagnes médiatiques, de programmes radiophoniques locaux, d'une plateforme en ligne et de contenus audiovisuels différenciés adaptés aux contextes culturels locaux. La première saison comportera 13 épisodes, dont plusieurs seront tournés en extérieur dans des provinces du Pérou, au cours desquels seront communiquées des recettes et des solutions adaptées au contexte et à la diversité culturels.

40. Cette émission télévisée illustre bien la manière dont le PAM fusionnera le plaidoyer, la mise en place de partenariats, la communication et la mobilisation sociale pour favoriser un environnement propice à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Les 19 ministères péruviens appuieront l'émission grâce à des moyens financiers et techniques, et ils seront ainsi des partenaires effectifs du PAM. La FAO, le FIDA, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'OMS, et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture apportent une assistance technique pour certains épisodes et font participer leurs bénéficiaires sur certains lieux de tournage. À la demande du PAM, l'UNICEF organise un atelier sur la problématique hommes-femmes afin de veiller à ce que les équipes de production et de tournage ne renforcent pas involontairement les stéréotypes sexistes associés à l'alimentation et aux soins. Des entreprises du secteur privé sont sollicitées afin qu'elles fournissent financement et soutien, et des activités sont menées avec des groupements de la société civile.
41. Le PAM créera le mouvement *#ChefsPorHambreCero*: des élèves d'écoles hôtelières travailleront auprès de familles et de communautés rurales pour enseigner des notions de nutrition et de bonnes habitudes alimentaires avant de recevoir leur diplôme.
42. Afin d'évaluer les effets de l'initiative Pérou Faim zéro, le PAM et une entreprise nationale de sondage suivront l'évolution des attitudes et de la sensibilisation de la population à l'égard des questions liées à la sécurité alimentaire. Une base de référence sera établie en 2017, et les sondages annuels suivants indiqueront dans quelle mesure l'initiative influe sur l'opinion publique.

***Effet direct stratégique 2: D'ici à 2022, l'état nutritionnel des groupes vulnérables les plus exposés aux principales formes de malnutrition au Pérou – retard de croissance, anémie, surpoids/obésité – s'améliore***

43. Les taux de retard de croissance ont diminué de 50 pour cent depuis 2007, mais il s'avère difficile de parvenir à obtenir de réelles réductions dans certaines zones reculées où les taux n'ont pas beaucoup changé ces dernières années. Les taux d'anémie sont élevés et augmentent partout, et ils atteignent des niveaux critiques parmi les populations pauvres, autochtones et rurales: le PAM aidera donc le Gouvernement à traiter ces questions en veillant à ce que les interventions spécifiquement axées sur la nutrition ou à dimension nutritionnelle qui visent les enfants de moins de 3 ans, les adolescents, les femmes enceintes et les mères allaitantes soient renforcées, et à ce que les groupes vulnérables accèdent plus facilement à des aliments nutritifs et enrichis.
44. Compte tenu de la hausse des taux de surpoids et d'obésité, le PAM aidera le Gouvernement à mettre en œuvre des stratégies de communication destinées à faire évoluer les comportements ciblant les enfants d'âge scolaire et les adultes.

***Domaines d'action privilégiés***

45. L'effet direct stratégique 2 met l'accent sur les causes profondes et vise à améliorer la nutrition des populations vulnérables en appuyant la mise en œuvre d'interventions et de politiques nationales axées sur la nutrition ou à dimension nutritionnelle.

***Produits escomptés***

46. Deux produits permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:
  - La conception et la mise en œuvre de programmes sociaux renforcés, novateurs et inclusifs, fondés sur des données factuelles, qui tiennent compte de la nutrition et sont propres à faire évoluer les relations entre les sexes aux niveaux national et infranational (catégorie de produit C) profitent aux populations vulnérables (niveaux 1, 2 et 3) au Pérou, l'objectif étant d'améliorer leur état nutritionnel (Résultat stratégique 2) ainsi que leur santé et leur bien-être (ODD 3).
  - Les capacités renforcées du Gouvernement aux niveaux national et infranational en matière de promotion de la production, de la distribution et de la consommation d'aliments enrichis, en particulier de riz enrichi en fer (catégorie de produit C), profitent aux populations vulnérables au Pérou (niveau 3), l'objectif étant de réduire la malnutrition et les carences en micronutriments (Résultat stratégique 2).

### *Activités essentielles*

*Activité 2: Assurer des activités de renforcement des capacités et d'assistance technique – y compris à la faveur de la coopération Sud-Sud et du transfert de technologies – au profit des trois niveaux de gouvernement, moyennant des activités de recherche, la génération de données factuelles et des évaluations afin de mettre en œuvre des modèles d'interventions nutritionnelles novateurs et inclusifs, adaptés au contexte régional et culturel (catégorie d'activité 9, renforcement des capacités)*

47. Le bureau de pays aidera les ministères de la santé, du développement et de l'inclusion sociale, et de l'éducation à mener des interventions axées sur la nutrition ou à dimension nutritionnelle pour s'attaquer à la malnutrition, en mettant l'accent sur trois activités subsidiaires:
  - renforcer la base de données concernant les facteurs de la malnutrition et les obstacles à la réduction de la malnutrition, afin d'améliorer la prise de décisions, la planification et les investissements;
  - accroître les capacités techniques et de gestion afin d'améliorer les politiques et les programmes en matière de nutrition et de sécurité alimentaire, notamment à la faveur d'une approche tenant compte de la dimension culturelle et propre à favoriser l'évolution des relations entre les sexes; et
  - travailler au niveau local pour élaborer des approches transposables à plus grande échelle dans les régions où il a été difficile de faire reculer la malnutrition et l'insécurité alimentaire.
48. Le PAM aidera le Gouvernement à renforcer sa capacité à produire des données factuelles et à consigner les pratiques optimales et les résultats des travaux de recherche pour éclairer la conception et l'exécution de politiques et de programmes nutritionnels novateurs et inclusifs. À cette fin, il fera usage de ses outils d'évaluation de la sécurité alimentaire et d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité et il appuiera l'organisation de réseaux d'information au sein du Gouvernement, en veillant à ce que les données soient ventilées par sexe afin de permettre des analyses différenciées.
49. Le PAM collaborera avec le Gouvernement pour établir un programme de recherche sur la nutrition en nouant des partenariats avec des établissements universitaires et le secteur privé et en s'appuyant sur les compétences spécialisées disponibles à l'échelle régionale et internationale et sur la coopération Sud-Sud. En particulier, des études seront menées sur la consommation et les habitudes alimentaires ainsi que les carences en micronutriments, et sur les effets des conseils fournis au niveau des ménages sur la réduction de l'anémie; une analyse différenciée par sexe sera intégrée à toutes les évaluations et études. Une attention particulière sera accordée aux études menées en milieu rural, notamment parmi les groupes autochtones et dans la région de l'Amazonie. **Le PAM consultera un large éventail de partenaires régionaux du monde de la recherche et tiendra compte des savoirs traditionnels pour mettre au point des solutions nutritionnelles adaptées à chaque contexte.** Les données factuelles obtenues au titre de l'effet direct stratégique 2 seront diffusées dans le cadre de la stratégie de sensibilisation et de communication décrite à l'activité 1.
50. Le PAM aidera le Ministère de la santé à mettre en œuvre le programme national d'enrichissement des aliments, et il fera en sorte que des aliments enrichis – du riz enrichi en fer pour commencer – soient produits, distribués et consommés, en vue de remédier aux carences en micronutriments, notamment en renforçant les chaînes d'approvisionnement nationales connexes. Il aidera aussi à promouvoir la coordination multipartite entre les secteurs et les autorités infranationales, coopérera avec les secteurs de la santé et de l'éducation pour appuyer la loi sur les bonnes habitudes alimentaires et fournira une assistance technique afin de veiller à ce que les filets de sécurité comme l'alimentation scolaire et les transferts de type monétaire tiennent compte de la nutrition et favorisent une évolution des relations entre les sexes.
51. Le PAM mettra en œuvre des interventions au niveau local dans différents contextes en vue de les transposer au niveau national, l'objectif étant de renforcer les politiques nutritionnelles et d'obtenir des données factuelles liées à la réduction du retard de croissance, de l'anémie et du surpoids dans les régions où la malnutrition persiste ou progresse. Ces interventions aideront à renforcer la capacité des autorités locales à mettre en œuvre des programmes sociaux appropriés sur le plan culturel, tenant compte de la nutrition et favorisant la transformation des relations

entre les sexes, en outre adaptés aux besoins et aux capacités divers des femmes, des hommes, des filles et des garçons. Le PAM collaborera aussi avec les autorités et les communautés locales pour formuler des stratégies de communication destinées à faciliter l'évolution des comportements et optimiser les conseils fournis aux familles par les secteurs de la santé et de l'inclusion sociale en vue d'améliorer les habitudes alimentaires; il dispensera par ailleurs une formation aux agents sanitaires et aux travailleurs sociaux, aux responsables des communautés et aux autorités locales, en particulier les femmes. Le PAM aidera les autorités locales à concevoir des projets visant à renforcer la sécurité alimentaire des ménages et à améliorer l'accès des groupes les plus vulnérables, notamment les petits exploitants, à des aliments nutritifs. Il aidera les autorités locales à assurer le suivi de ces interventions, afin de mettre en évidence l'efficacité des approches locales pour lutter contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire.

***Effet direct stratégique 3: D'ici à 2022, les institutions nationales et infranationales ont des capacités renforcées pour gérer les politiques et programmes de sécurité alimentaire, de préparation et d'intervention en cas de catastrophe, et de protection sociale***

52. Le présent PSP a été élaboré immédiatement après la survenue du phénomène El Niño Costero, l'une des plus grandes catastrophes ayant frappé le pays depuis 1998, ce qui a mis en évidence la nécessité d'investir davantage dans les approches de la planification urbaine tenant compte de la prévention des catastrophes ainsi que de l'évaluation et de l'atténuation des risques, et de renforcer les capacités de gestion des catastrophes et d'intervention à tous les niveaux. Le Gouvernement a alloué 800 millions de dollars à l'intervention initiale lancée face au phénomène El Niño Costero, et 1,5 milliard de dollars à la reconstruction et au redressement. Le PAM et les partenaires humanitaires ont apporté un soutien technique à tous les niveaux pour remédier aux goulets d'étranglement et aux lacunes pendant les phases d'urgence et de redressement.
53. Les enseignements tirés de l'intervention soulignent la nécessité de renforcer le cadre juridique et institutionnel relatif à la gestion des catastrophes en intégrant une approche de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Plusieurs groupes au sein du Congrès, la société civile et le bureau de l'Ombudsman ont demandé une amélioration de la protection sociale et de la défense des droits de l'homme durant les catastrophes, afin de veiller à ce que les besoins de chacun, notamment les femmes, les enfants et les personnes âgées, soient pris en compte sans exacerber les inégalités et la vulnérabilité.
54. Le PAM collaborera avec l'Institut national de la protection civile, le Ministère de la défense, le Cabinet du Premier Ministre, le Ministère du développement et de l'inclusion sociale et le Ministère de l'éducation pour renforcer le cadre institutionnel et mettre en place aux niveaux central et local des dispositifs de protection sociale réactifs aux chocs. **Cet effet direct stratégique s'inscrit dans le droit fil des buts et objectifs du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, en particulier la priorité 3 ("Investir dans la réduction des risques de catastrophe pour renforcer la résilience"), afin de promouvoir et d'appuyer la mise en place de filets de sécurité sociale conçus comme autant de mesures propres à réduire les risques de catastrophe et augmenter la résilience face aux chocs au niveau des ménages et des communautés locales.**

***Domaines d'action privilégiés***

55. L'effet direct stratégique 3 est centré sur le renforcement de la résilience pour aider les populations vulnérables et le Gouvernement à faire face aux chocs et à assurer une sécurité alimentaire durable.

***Produits escomptés***

56. Un produit permettra d'obtenir l'effet direct stratégique attendu:
  - L'amélioration de la gestion des risques de catastrophe assurée par les agences de gestion des catastrophes, les autorités locales et les dispositifs de protection sociale (catégorie de produits C) profite aux populations vulnérables (niveau 3), l'objectif étant de prévenir et réduire le plus possible l'impact des chocs sur la sécurité alimentaire et la nutrition (Résultat stratégique 5) et sur la pauvreté (ODD 1) dans le contexte du changement climatique.

### *Activités essentielles*

*Activité 3: Assurer des activités de renforcement des capacités et d'assistance technique sur le plan des politiques et des opérations au profit des autorités nationales et infranationales afin d'améliorer l'intégration et l'efficacité des programmes de protection sociale et de gestion des risques de catastrophe axés sur les besoins des populations les plus vulnérables (catégorie d'activité 9, renforcement des capacités)*

57. Le PAM mettra l'accent sur trois activités subsidiaires:
  - renforcer le cadre juridique et politique relatif à la gestion des catastrophes et aux interventions à l'échelle nationale;
  - renforcer les capacités de gestion de la chaîne d'approvisionnement à tous les niveaux; et
  - recommander et appuyer des mesures visant à rendre la protection sociale plus réactive face aux chocs aux niveaux national et local, et améliorer les filets de protection sociale.
58. À la demande du Gouvernement, le PAM et Save the Children appuieront la réalisation d'un exercice visant à tirer des enseignements de l'intervention menée face au phénomène El Niño Costero, l'objectif étant d'améliorer le cadre juridique et politique relatif aux interventions en cas de catastrophe.
59. Les capacités nationales d'intervention en cas de catastrophe ont été renforcées cette dernière décennie, mais plusieurs aspects sont encore en cours de traitement par le Gouvernement et ses partenaires. Selon l'indice des capacités de préparation aux situations d'urgence mis au point par le PAM, que le Gouvernement a adopté comme outil de planification, les capacités générales du Pérou sont classées comme "faibles" – avec un score de 2,3 sur un maximum de 4 – du fait principalement de faiblesses locales au niveau de la planification, de l'allocation des ressources et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Le PAM aidera le Gouvernement à mettre en place des instruments plus souples de prévention des catastrophes, d'atténuation de leurs effets et d'intervention: il s'agira notamment du recours aux transferts d'espèces et de bons et du renforcement de la chaîne d'approvisionnement, notamment pour ce qui est des achats, de la gestion des entrepôts et du transport des produits alimentaires. Le PAM aidera à renforcer la capacité des autorités locales à identifier, enregistrer et évaluer les populations dans le besoin, et encouragera la coopération Sud-Sud par le biais d'un centre de logistique humanitaire, afin de mobiliser un soutien technique supplémentaire.
60. Les catastrophes naturelles ont une incidence directe sur la malnutrition chez l'enfant. L'étude réalisée par l'unité chargée de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité a permis de recenser 792 districts où des catastrophes récurrentes expliquent la persistance de taux élevés de malnutrition chronique, qui ont excédé 30 pour cent ces 15 dernières années. Grâce aux activités menées en vue d'améliorer les capacités nationales et locales en matière de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise, d'aider le Gouvernement à intégrer des approches et des protocoles de sécurité alimentaire et de nutrition pendant et après une situation d'urgence, et de faire prendre en compte la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le Plan national pour l'éducation à la gestion des risques de catastrophe, le PAM créera des synergies avec l'effet direct stratégique 2.
61. Le PAM collaborera avec Oxford Policy Management pour ce qui est de la protection sociale réactive face aux chocs au Pérou. Sur la base d'une étude de 2017, le PAM contribuera à améliorer l'intégration des politiques relatives aux interventions d'urgence et à la protection sociale, et à mettre en place des technologies novatrices à l'appui de l'alerte rapide et du suivi en temps réel au sein des institutions chargées des interventions en cas de catastrophe et des filets de protection sociale afin de renforcer la coordination de leur ciblage et de leurs interventions.
62. Le bureau de pays travaillera avec le Gouvernement en vue de renforcer l'efficacité et l'efficacités des filets de protection sociale sur la base des recommandations en la matière du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Le Ministère du développement et de l'inclusion sociale a demandé au PAM son soutien pour améliorer les approches de ciblage, en commençant par le programme national d'alimentation scolaire, pour donner suite aux constatations issues de l'étude conduite en 2015 à l'aide de l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le

domaine de l'éducation (SABER), selon lesquelles le cadre institutionnel et la conception du programme pouvaient être renforcés. Dans la mesure du possible, le PAM appuiera les achats locaux de denrées alimentaires destinées aux programmes gouvernementaux. La problématique hommes-femmes sera prise en compte dans le cadre de l'assistance technique et des activités de renforcement des capacités.

63. Afin de mesurer l'impact de cette activité, le PAM étudiera dans quelle mesure elle influe sur les mécanismes de coordination, la réforme des politiques, le développement des capacités et le soutien technique au niveau national. L'effet direct global sera mesuré à l'aide de l'indice des capacités de préparation aux situations d'urgence.

### 3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

64. Le présent PSP facilitera l'évolution des relations du PAM avec le Gouvernement péruvien qui, de bénéficiaire de l'aide du PAM, deviendra un partenaire de développement. S'appuyant entièrement sur la participation à l'élaboration des politiques, le renforcement des capacités et le soutien technique, le PSP concorde avec les stratégies mises en œuvre par le PAM dans d'autres pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.
65. En collaboration avec le Ministère des affaires étrangères et d'autres, le PAM déterminera les meilleures pratiques et les exemples de réussite pouvant être partagés dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire afin que le Pérou soit à la fois un fournisseur et un bénéficiaire de soutien; la réduction impressionnante du retard de croissance a déjà été classée parmi les pratiques optimales qui peuvent être partagées et encouragées. L'égalité des sexes étant une condition préalable indispensable pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement durable, les activités du PAM favoriseront l'égalité des sexes à la faveur d'une approche susceptible de transformer les relations entre hommes et femmes.
66. Le PSP reposant sur la fourniture d'une assistance technique au Gouvernement, les activités seront mises en œuvre par les ministères et les autorités locales responsables: le PAM travaillera à leurs côtés afin de veiller à ce que les outils, les données factuelles et les enseignements tirés de l'expérience soient systématiquement transmis et reproduits.

## 4. Modalités d'exécution

### 4.1 Analyse des bénéficiaires

67. Le présent PSP sera mis en œuvre aux niveaux national et local, et profitera aux populations grâce à l'assistance technique fournie par le PAM à ces deux niveaux.
68. Au niveau national, le PAM a estimé le nombre de bénéficiaires (niveau 3) pour chaque effet direct stratégique, sachant qu'il est probable qu'il y aura des chevauchements pour nombre d'entre eux:
- *Effet direct stratégique 1.* Grâce à ses activités de plaidoyer et de communication menées dans le cadre de l'initiative Pérou Faim zéro, le PAM devrait venir en aide à 16,4 millions de personnes, notamment tous les enfants âgés de moins de 9 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes, et les adolescents et les adultes en surpoids ou obèses<sup>15</sup>. On estime que 56 pour cent de ces personnes sont des femmes ou des filles.
  - *Effet direct stratégique 2.* L'appui à l'élaboration des politiques en matière de nutrition devrait profiter à environ 2,2 millions d'enfants souffrant de malnutrition: ceux âgés de moins de 5 ans qui présentent un retard de croissance ou sont anémiés, et ceux âgés de 5 à 9 ans qui sont en surpoids ou obèses. On estime que 43 pour cent de ces enfants sont des filles.

<sup>15</sup> Institut national de la statistique et de l'informatique.

- *Effet direct stratégique 3.* L'appui à l'élaboration des politiques de préparation et d'intervention en cas de catastrophe devrait avoir des retombées bénéfiques pour les 7,1 millions de personnes exposées au risque d'insécurité alimentaire consécutive à des catastrophes naturelles<sup>16</sup>. Les données nationales sur la vulnérabilité ne sont pas ventilées par sexe.
69. Le PAM fournira un appui aux autorités régionales dans les régions de la Côte, des Hauts plateaux andins et de l'Amazonie, et concevra et mettra en œuvre des programmes nutritionnels adaptés à la diversité culturelle et alimentaire des populations de ces régions. L'accent sera mis sur les zones où les taux de malnutrition n'ont pas diminué ces dernières années. Ces régions présentent des profils nutritionnels différents et nécessitent donc des approches distinctes. Les taux d'anémie et de malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans sont beaucoup plus élevés dans les Hauts plateaux et en Amazonie que dans la région côtière. En revanche, la prévalence du surpoids et de l'obésité chez les enfants âgés de 5 à 9 ans est plus élevée dans les zones urbaines de la région côtière que dans les régions des Hauts plateaux et de l'Amazonie.
70. Les zones d'intervention seront sélectionnées en concertation avec le Gouvernement, à l'aide d'informations actualisées sur la sécurité alimentaire et la nutrition et à partir de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité réalisée par le PAM, des analyses différenciées par sexe et de l'examen stratégique national. À l'échelle locale, la sélection des zones d'intervention se fait selon les quatre grands critères suivants: i) vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, prévalence de l'anémie et de la malnutrition chronique, et exposition aux catastrophes naturelles; ii) les priorités régionales fixées par le Gouvernement dans le plan national de réduction de l'anémie; iii) le souhait exprimé par les autorités régionales de bénéficier d'un soutien technique; et iv) la présence d'autres organismes des Nations Unies.
71. Dans les régions côtières, le PAM maintiendra sa présence dans le district péri-urbain de Ventanilla (Lima) et, en collaboration avec le Ministère de la santé, il continuera à mettre au point des modèles nutritionnels transposables à plus grande échelle pour les contextes urbains et péri-urbains, et il viendra en aide à 5 000 familles. Il restera présent dans le département de Piura pendant au moins la première année du PSP et il viendra en aide à 4 700 familles; au moins six organismes des Nations Unies travaillent dans le Piura, qui a été touché par le phénomène El Niño Costero et est jugé prioritaire par le Ministère de la santé.

## 4.2 Transferts

### *Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud*

72. Le bureau de pays a rassemblé des données factuelles pour éclairer sa nouvelle stratégie de mise en œuvre pour deux ans. L'examen stratégique de 2016 a fourni une analyse des lacunes dans les capacités nationales, et l'évaluation de la politique du PAM en matière de développement des capacités a mis en lumière les points forts et les points faibles du bureau de pays lui-même. Un examen de la coopération Sud-Sud conduit en 2017 a permis de répertorier les domaines dans lesquels le Gouvernement estime possible le partage de compétences spécialisées entre pays. En outre, le PAM a mené quatre études destinées à guider la nouvelle approche sur les thèmes suivants: i) la problématique hommes-femmes dans le cadre de la sécurité alimentaire et de la nutrition; ii) les principaux points d'entrée en matière d'élaboration de politiques et de plaidoyer; iii) les médias et leurs programmes; et iv) une carte des réseaux de la société civile. Les trois dernières études ont été regroupées dans un examen stratégique national lié à l'ODD 17 pour le présent PSP.
73. Conformément au cadre du PAM pour le renforcement des capacités, les activités prévues pour la réalisation des effets directs stratégiques 2 et 3 seront axées sur cinq niveaux: politiques et législation, obligation redditionnelle institutionnelle, planification stratégique et financement, conception de programmes sur la base de données factuelles et mobilisation d'acteurs non étatiques. Grâce à de nouvelles capacités de sensibilisation et de communication, à l'amélioration des travaux de recherche et à une aptitude renforcée à intervenir en amont, le PAM contribuera à

<sup>16</sup> PAM, CENEPRED. 2015. *Mapa de Vulnerabilidad a la Inseguridad Alimentaria ante la Recurrencia de Fenómenos de Origen Natural*. Lima.

influer sur les décisions en matière de politique et de mobilisation de ressources à des niveaux élevés du Gouvernement.

74. La décentralisation est source de difficultés pour le Pérou. Les politiques nationales ne débouchent pas toujours sur des programmes efficaces sur le terrain, et les capacités disparates au niveau local exacerbent les inégalités dans les districts et les municipalités où les taux de pauvreté et de malnutrition sont élevés. Le PAM travaillera donc en collaboration avec les autorités locales pour concevoir, planifier, budgétiser et mettre en œuvre des solutions en matière de sécurité alimentaire et de lutte contre la faim, en intégrant des approches multisectorielles qui associent la nutrition, la sécurité alimentaire, la réduction des risques de catastrophe et les interventions en cas de crise. Il ne maintiendra pas de bureaux auxiliaires dans ces régions: les équipes travailleront directement avec le personnel des autorités locales dans les secteurs pertinents.
75. Des orientations techniques seront fournies par les organismes centraux eu égard aux effets directs stratégiques 1, 2 et 3, ce qui permettra un regroupement efficace des approches pour appuyer des solutions intégrées au problème de la faim au niveau local et tirer parti des synergies. Les enseignements tirés de l'expérience et les pratiques optimales au niveau local seront systématisés et diffusés au niveau national en vue d'éclairer les décisions du Gouvernement et la reproduction ailleurs.
76. Suite aux recommandations formulées dans l'étude du PAM relative à la problématique hommes-femmes, le bureau de pays renforcera les approches qui prennent en compte l'âge, la problématique hommes-femmes, les droits de l'homme et la culture dans toutes ses activités. Le PAM aidera le Gouvernement à produire des données ventilées par sexe et plaidera en faveur de politiques qui favorisent le partage des responsabilités familiales, une plus grande participation des hommes eu égard aux questions relatives à l'alimentation et à la nutrition, et la transformation des stéréotypes sexistes qui sont ancrés dans la société et la culture. Le bureau de pays achèvera en 2018 le Programme visant à transformer les relations hommes-femmes, qui doit lui permettre d'obtenir des effets directs en matière d'égalité des sexes dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
77. Ces dix dernières années, le Pérou a joué un double rôle dans la coopération Sud-Sud: sur les 19 pays d'Amérique latine analysés en 2014, il était le troisième plus gros bénéficiaire et le dixième plus grand instigateur d'initiatives de coopération. Le PAM travaillera en collaboration avec le Ministère des affaires étrangères et l'Agence de coopération internationale pour élaborer des activités relevant des effets directs stratégiques 2 et 3, à partir de l'exercice de cartographie des possibilités de coopération Sud-Sud mené en 2017.

#### **4.3 Capacités du bureau de pays et profil du personnel**

78. En 2017, le bureau de pays procédera à un réalignement organisationnel afin de veiller à ce que sa structure soit adaptée à sa mission et à ce qu'il soit en mesure d'exécuter le présent PSP. Conformément à la stratégie du PAM en matière de personnel, et avec le soutien du Siège et du bureau régional, des déficits de compétences ont été recensés dans le domaine des partenariats extérieurs, de la mobilisation de ressources, de la communication, de la nutrition et de la gestion des ressources. Une stratégie de communication a été mise au point afin d'obtenir l'adhésion du personnel s'agissant de la nécessité du changement, compte tenu des recommandations issues de l'évaluation stratégique du PAM ayant trait à l'adaptation au changement.
79. Le bureau de pays maintiendra ses effectifs, mais les profils et les niveaux des postes seront revus. L'équilibre entre les sexes sera recherché à tous les niveaux.
80. Les capacités du PAM en matière de partenariats extérieurs et de mobilisation sur le plan des politiques seront renforcées. Les gestionnaires de portefeuille seront responsables de la réalisation des trois effets directs stratégiques, et ils veilleront à ce que les activités sur les trois sites régionaux bénéficient du soutien voulu. Une unité chargée des services assurera la gestion des ressources et d'autres services pour le bureau de pays.

81. En 2018, le bureau de pays élaborera un plan d'orientation afin d'aider les nouveaux membres du personnel à s'adapter à l'environnement du PAM et à travailler dans ce cadre. Un plan de formation permettra de renforcer les capacités du personnel en matière de gestion des ressources, de problématique hommes-femmes et de participation à l'élaboration des politiques.

#### 4.4 Partenariats

82. Les principaux partenaires nationaux du PAM sont le Ministère des affaires étrangères et l'Agence de coopération internationale, qui ont joué un rôle déterminant dans la conception du présent PSP. La coordination au niveau national associera les ministères tandis qu'au niveau local, le PAM se concertera avec les autorités régionales et municipales.
83. Pour l'effet direct stratégique 1, des partenariats renforcés avec le secteur privé, les milieux universitaires et les groupements de la société civile permettront au PAM de donner plus d'ampleur à sa plateforme de partenariats. Les principaux partenaires gouvernementaux pour l'effet direct stratégique 2 sont le Ministère de la santé et le Ministère du développement et de l'inclusion sociale; pour l'effet direct stratégique 3, les principaux partenaires sont l'Institut national de protection civile et le Ministère de la défense. Le PAM poursuivra son projet de gestion des risques de catastrophe et d'intervention qu'il mène conjointement avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et les volontaires des Nations Unies, et il étudiera de nouvelles possibilités de travailler sur les questions de nutrition et la problématique hommes-femmes avec la FAO, l'UNICEF et l'OMS. Les partenariats noués avec des organisations attachées à l'égalité des sexes permettront de promouvoir le changement systémique et de s'attaquer aux inégalités entre les sexes dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
84. Conformément à la stratégie institutionnelle du PAM en matière de partenariat et à l'examen national lié à l'ODD 17, le bureau de pays établira différents types de partenariats en fonction du contexte et des résultats attendus dans les catégories suivantes:
- *politiques et gouvernance*: décideurs au sein des entités nationales et locales;
  - *ressources et capacités*: partenaires susceptibles d'apporter des ressources financières et humaines;
  - *plaidoyer*: partenaires pouvant appuyer un positionnement stratégique;
  - *communication*: partenaires à même d'influer sur le programme des pouvoirs publics; et
  - *connaissances*: partenaires pouvant appuyer les activités de recherche et la collecte de données factuelles.
85. Le tableau 1 indique les partenariats qui se verront accorder la priorité en fonction des besoins.

Type de partenariat	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3
Politiques et gouvernance		Ministères de la santé, du développement et de l'inclusion sociale, de l'éducation, de l'agriculture et des femmes Autorités locales Congrès FAO, FIDA, UNICEF et OMS	Institut national de protection civile, Ministères de la défense, du développement et de l'inclusion sociale, de l'agriculture et de l'éducation, forces armées, Centre national pour la planification stratégique et Cabinet du Premier Ministre Autorités locales Congrès FAO et PNUD

<b>TABLEAU 1: PARTENARIATS PRIVILÉGIÉS, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE</b>			
<b>Type de partenariat</b>	<b>Effet direct stratégique 1</b>	<b>Effet direct stratégique 2</b>	<b>Effet direct stratégique 3</b>
Connaissances	Entreprises de sondage Groupes de réflexion Universités	Centre national de l'alimentation et de la nutrition Universités Pacífico et Cayetano Heredia Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Banque mondiale et Banque interaméricaine de développement	Universités Banque mondiale
Ressources et capacités	Donateurs habituels et nouveaux donateurs Secteur privé	Donateurs habituels et nouveaux donateurs Secteur privé	Donateurs habituels et nouveaux donateurs Secteur privé
Activités de sensibilisation	Faiseurs d'opinion, célébrités, figures politiques et spécialistes Groupements de la société civile Organismes des Nations Unies Ministères du développement et de l'inclusion sociale, de la santé, des femmes, de la culture, du commerce et du tourisme		
Communication	Médias, chaînes de télévision nationales et partenaires des technologies de l'information	Partenaires en matière de communication sur le changement de comportement	

## 5. Gestion de la performance et évaluation

### 5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

86. Le présent PSP est subordonné à la capacité du PAM à produire et analyser des données factuelles sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés à l'appui de ses activités en matière de transfert de connaissances, de renforcement des capacités et d'influence sur les décisions prises à tous les niveaux. Conformément à son engagement en faveur de l'obligation redditionnelle et de la transparence, le PAM mettra en évidence les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des résultats attendus du PSP en matière de renforcement des capacités. Un membre du personnel sera chargé à plein temps du suivi et de l'évaluation, et il coordonnera la mesure des processus et des résultats.
87. Les produits du projet feront l'objet d'un suivi au moyen de l'outil des bureaux de pays pour une gestion efficace (COMET). Le suivi des effets directs sera réalisé à l'aide de l'outil du PAM pour la cartographie des besoins en matière de capacités afin de déterminer l'état des capacités à des moments différents et de mesurer les résultats des activités de renforcement des capacités menées au titre des effets directs stratégiques 2 et 3; pour ce qui est de l'effet direct stratégique 1, les résultats obtenus seront contrôlés moyennant des études qualitatives. Le PAM utilisera des technologies novatrices pour évaluer l'efficacité des campagnes de communication et de

sensibilisation visant à faire évoluer les comportements menées en lien avec l'effet direct stratégique 1.

88. La génération de données factuelles coordonnée par le PAM aidera le Gouvernement à apprécier la mesure dans laquelle la mise en application de ses politiques relatives à la sécurité alimentaire et tenant compte de la nutrition réduit la prévalence de la malnutrition. Les synergies seront renforcées en vue de favoriser le suivi conjoint avec les organismes publics. Le PAM appuiera la valorisation des systèmes de suivi et d'évaluation du Gouvernement dans le cadre de ses activités de renforcement des capacités.
89. Au moins trois évaluations seront menées durant la mise en œuvre du PSP. Une évaluation décentralisée sera réalisée très tôt et fournira une base de référence pour évaluer l'action menée en vue de la réalisation de l'effet direct stratégique 1, qui en raison de son approche visant à associer l'ensemble de la société, représente à la fois un défi et une occasion intéressante pour étudier comment les activités novatrices du PAM en matière de plaidoyer, de communication et de mobilisation appuient le changement systémique. L'examen à mi-parcours et l'évaluation finale du portefeuille d'activités couvriront l'intégralité du PSP. Le plan de suivi et d'évaluation tiendra compte de la problématique hommes-femmes.

## **5.2 Gestion des risques**

### ***Risques contextuels***

90. Dans un pays à revenu intermédiaire comme le Pérou, il reste peu de donateurs traditionnels, ce qui fait que le manque de financement est considéré comme un risque. Le PAM s'attachera à diversifier sa base de donateurs en contactant de nouveaux donateurs ainsi que le secteur privé, et il cherchera à accroître les contributions du Gouvernement en faveur de la coopération Sud-Sud.
91. Du fait de la vulnérabilité du Pérou face aux catastrophes naturelles, une catastrophe de grande ampleur n'est pas à exclure durant le PSP. En conséquence, le PAM continuera d'apporter au Gouvernement une assistance technique en matière de préparation et d'intervention en cas de catastrophe, et se tiendra prêt à apporter son soutien dans une situation d'urgence. En cas de catastrophe d'une ampleur telle qu'elle excéderait les capacités du Gouvernement, le PAM élaborera un effet direct stratégique spécifique concernant les interventions face à une crise.

### ***Risques programmatiques***

92. L'absence de progrès sur le plan de l'égalité des sexes est l'un des risques susceptibles de compromettre la bonne mise en œuvre du présent PSP. Le PAM adoptera une approche favorisant l'évolution des relations entre les sexes dans toutes ses activités afin de promouvoir l'égalité des sexes sur le plan de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
93. Le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS), avec lequel le PAM collabore pour assurer la sûreté du personnel et veiller au respect des normes minimales de sécurité opérationnelle et des protocoles de sécurité, signale que la situation sur le plan de la sécurité au Pérou est "calme". Les principales préoccupations sont liées à la criminalité et aux troubles sociaux. Selon l'UNDSS, le niveau d'insécurité est modéré dans l'une des régions du pays, tandis qu'il est faible dans les trois autres.

## 6. Des ressources axées sur les résultats

### 6.1 Budget de portefeuille de pays

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
	2018	2019	2020	2021	2022	
Effet direct stratégique 1	815 988	731 261	683 978	727 861	601 065	<b>3 560 152</b>
Effet direct stratégique 2	1 136 323	1 173 574	1 177 231	890 351	726 517	<b>5 103 997</b>
Effet direct stratégique 2	509 523	668 925	751 909	822 293	616 639	<b>3 369 289</b>
<b>Total</b>	<b>2 461 834</b>	<b>2 573 759</b>	<b>2 613 118</b>	<b>2 440 505</b>	<b>1 944 222</b>	<b>12 033 437</b>

94. Le budget quinquennal se monte à 12,0 millions de dollars, soit 2,5 millions de dollars par an en moyenne durant les quatre premières années et 1,9 million de dollars la cinquième année. Le budget prévu pour l'effet direct stratégique 1 est plus élevé la première et la quatrième année, compte tenu de l'investissement accru nécessaire pour consolider le mouvement Pérou Faim zéro en 2018, qui devrait culminer en 2021 durant les manifestations organisées pour célébrer le bicentenaire du Pérou. L'effet direct stratégique 2 bénéficiera d'investissements plus élevés pendant les trois premières années pour les activités de recherche et de collecte de données factuelles. Les dépenses annuelles prévues pour les questions relatives à la problématique hommes-femmes représentent 29 pour cent du budget du PSP.

### 6.2 Perspectives de financement

95. Les perspectives de financement pour le présent PSP sont positives, compte tenu de l'appui de longue date et croissant que le bureau de pays a reçu du Gouvernement péruvien, des donateurs traditionnels et non traditionnels et du secteur privé. Grâce à une croissance économique rapide, le niveau des recettes publiques a augmenté et le Gouvernement a pu consacrer des ressources beaucoup plus importantes aux programmes sociaux. Diverses parties prenantes ont participé à l'élaboration de l'examen stratégique national et du PSP, et plusieurs nouveaux partenaires, notamment des donateurs non traditionnels et des entreprises du secteur privé, ont manifesté leur intérêt pour cette nouvelle approche.

### 6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

96. Le budget du PSP est compatible avec les niveaux de ressources de ces dernières années. Une stratégie détaillée de mobilisation de ressources a été mise au point pour assurer un financement robuste. Le bureau de pays élargira aussi sa base de donateurs en multipliant les contacts avec des donateurs non traditionnels, y compris des gouvernements, des fonds intergouvernementaux, des institutions financières internationales, le secteur privé et des fondations. Des donateurs traditionnels ont manifesté leur intérêt vis-à-vis des activités menées au titre de l'effet direct stratégique 3, pour lequel des contributions ont déjà été confirmées. Le PAM élaborera une stratégie de communication afin d'exposer clairement aux parties prenantes le rôle qu'il joue et la valeur ajoutée qu'il apporte pour aider le Pérou à progresser sur la voie de la réalisation des ODD 2 et 17.

## ANNEXE I

## CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE PÉROU (JANVIER 2018-DÉCEMBRE 2022)

**But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**

**Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition**

**Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition**

**Effet direct stratégique 2: D'ici à 2022, l'état nutritionnel des groupes vulnérables les plus exposés aux principales formes de malnutrition au Pérou – retard de croissance, anémie, surpoids/obésité – s'améliore**

Catégorie d'effet direct correspondante: Renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à recenser, cibler et aider les populations en situation de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action prioritaire: causes profondes

Hypothèse:

Les priorités du Gouvernement s'agissant de la lutte contre la malnutrition ne changent pas pendant la période couverte par le PSP

**Indicateur d'effet direct**

Score de capacité Faim zéro

ENM

## Activités et produits

### **2. Assurer des activités de renforcement des capacités et d'assistance technique – y compris à la faveur de la coopération Sud-Sud et du transfert de technologies – au profit des trois niveaux de gouvernement, moyennant des activités de recherche, la génération de données factuelles et des évaluations afin de mettre en œuvre des modèles d'interventions nutritionnelles novateurs et inclusifs, adaptés au contexte régional et culturel (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Les capacités renforcées du Gouvernement aux niveaux national et infranational en matière de promotion de la production, de la distribution et de la consommation d'aliments enrichis, en particulier de riz enrichi en fer (catégorie de produit C), profitent aux populations vulnérables au Pérou (niveau 3), l'objectif étant de réduire la malnutrition et les carences en micronutriments (Résultat stratégique 2) (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les capacités renforcées du Gouvernement aux niveaux national et infranational en matière de promotion de la production, de la distribution et de la consommation d'aliments enrichis, en particulier de riz enrichi en fer (catégorie de produit C), profitent aux populations vulnérables au Pérou (niveau 3), l'objectif étant de réduire la malnutrition et les carences en micronutriments (Résultat stratégique 2) (J: Réformes de fond identifiées/préconisées)

La conception et la mise en œuvre de programmes sociaux renforcés, novateurs et inclusifs, fondés sur des données factuelles, qui tiennent compte de la nutrition et sont propres à faire évoluer les relations entre les sexes aux niveaux national et infranational (catégorie de produit C) profitent aux populations vulnérables (niveaux 1, 2 et 3) au Pérou, l'objectif étant d'améliorer leur état nutritionnel (Résultat stratégique 2) ainsi que leur santé et leur bien-être (ODD 3) (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

3: Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

La conception et la mise en œuvre de programmes sociaux renforcés, novateurs et inclusifs, fondés sur des données factuelles, qui tiennent compte de la nutrition et sont propres à faire évoluer les relations entre les sexes aux niveaux national et infranational (catégorie de produit C) profitent aux populations vulnérables (niveaux 1, 2 et 3) au Pérou, l'objectif étant d'améliorer leur état nutritionnel (Résultat stratégique 2) ainsi que leur santé et leur bien-être (ODD 3) (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

3: Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

EN

**But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD**

**Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD**

**Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD**

**Effet direct stratégique 3: D'ici à 2022, les institutions nationales et infranationales ont des capacités renforcées pour gérer les politiques et programmes de sécurité alimentaire, de préparation et d'intervention en cas de catastrophe, et de protection sociale**

Catégorie d'effet direct correspondante: Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action prioritaire: renforcement de la résilience

Hypothèse:

Le Gouvernement accepte les changements qu'il est nécessaire d'apporter pour pouvoir améliorer la gestion des risques de catastrophe pendant la période couverte par le PSP

**Indicateurs d'effet direct**

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence  
Score de capacité Faim zéro

ENMC

## Activités et produits

### 3. Assurer des activités de renforcement des capacités et d'assistance technique sur le plan des politiques et des opérations au profit des autorités nationales et infranationales afin d'améliorer l'intégration et l'efficacité des programmes de protection sociale et de gestion des risques de catastrophe axés sur les besoins des populations les plus vulnérables (Renforcement des capacités institutionnelles)

L'amélioration de la gestion des risques de catastrophe assurée par les agences de gestion des catastrophes, les autorités locales et les dispositifs de protection sociale (catégorie de produits C) profite aux populations vulnérables (niveau 3), l'objectif étant de prévenir et réduire le plus possible l'impact des chocs sur la sécurité alimentaire et la nutrition (Résultat stratégique 5) et sur la pauvreté (ODD 1) dans le contexte du changement climatique (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

1: Mettre partout fin à la pauvreté sous toutes ses formes

L'amélioration de la gestion des risques de catastrophe assurée par les agences de gestion des catastrophes, les autorités locales et les dispositifs de protection sociale (catégorie de produits C) profite aux populations vulnérables (niveau 3), l'objectif étant de prévenir et réduire le plus possible l'impact des chocs sur la sécurité alimentaire et la nutrition (Résultat stratégique 5) et sur la pauvreté (ODD 1) dans le contexte du changement climatique (I: Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre)

1: Mettre partout fin à la pauvreté sous toutes ses formes

L'amélioration de la gestion des risques de catastrophe assurée par les agences de gestion des catastrophes, les autorités locales et les dispositifs de protection sociale (catégorie de produits C) profite aux populations vulnérables (niveau 3), l'objectif étant de prévenir et réduire le plus possible l'impact des chocs sur la sécurité alimentaire et la nutrition (Résultat stratégique 5) et sur la pauvreté (ODD 1) dans le contexte du changement climatique (J: Réformes de fond identifiées/préconisées)

1: Mettre partout fin à la pauvreté sous toutes ses formes

L'amélioration de la gestion des risques de catastrophe assurée par les agences de gestion des catastrophes, les autorités locales et les dispositifs de protection sociale (catégorie de produits C) profite aux populations vulnérables (niveau 3), l'objectif étant de prévenir et réduire le plus possible l'impact des chocs sur la sécurité alimentaire et la nutrition (Résultat stratégique 5) et sur la pauvreté (ODD 1) dans le contexte du changement climatique (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

1: Mettre partout fin à la pauvreté sous toutes ses formes

EN 11

### Objectif stratégique 5: Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD

**Résultat stratégique 8: Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforce l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD**

**Effet direct stratégique 1: Le Gouvernement, le secteur privé, les milieux universitaires et la société civile au Pérou sont mobilisés pour contribuer ensemble à éliminer la faim et la malnutrition d'ici à 2030**

Catégorie d'effet direct correspondante: Renforcement des partenariats stratégiques noués avec les secteurs public et privé, les autres organismes ayant leur siège à Rome et d'autres partenaires opérationnels

Domaine d'action prioritaire: causes profondes

Hypothèse:

Les membres du mouvement Faim zéro contribuent et s'engagent de manière durable pendant la période couverte par le PSP

#### Indicateur d'effet direct

Efficacité, cohérence et résultats des partenaires (d'après un examen qualitatif)

#### Activités et produits

**1. Fournir une assistance au Gouvernement, à la société civile, au secteur privé et aux milieux universitaires pour créer une alliance en vue d'atteindre l'ODD 2, en établissant des valeurs cibles, en allouant des ressources et en prenant des engagements en faveur de la réalisation des objectifs liés à l'élimination de la faim**

Les populations vulnérables au Pérou (niveau 3) profitent d'un mouvement multipartite coordonné et cohérent (Résultat stratégique 8, catégorie de produit M) sensibilisant l'opinion au programme national pour l'élimination de la faim (#HambreCeroPeru) afin de mieux coordonner les efforts déployés pour atteindre l'ODD 2 et promouvant une bonne santé et le bien-être (ODD 3) (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

3: Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge



**But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**

**C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**

**Indicateur transversal**

C.3.3: Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

EN MODE RÉVISÉ

## ANNEXE II

<b>VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (en dollars)</b>				
	<b>Résultat stratégique 8 (cible 16 de l'ODD 17)</b>	<b>Résultat stratégique 2 (cible 2 de l'ODD 2)</b>	<b>Résultat stratégique 5 (cible 9 de l'ODD 17)</b>	<b>Total</b>
	<b>Effet direct stratégique 1</b>	<b>Effet direct stratégique 2</b>	<b>Effet direct stratégique 3</b>	
Transferts	1 725 210	3 060 826	2 138 873	<b>6 924 910</b>
Mise en œuvre	824 560	620 330	258 612	<b>1 703 502</b>
Coûts d'appui directs ajustés	777 475	1 088 934	751 383	<b>2 617 791</b>
<b>Total partiel</b>	<b>3 327 245</b>	<b>4 770 090</b>	<b>3 148 868</b>	<b>11 246 203</b>
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent)	232 907	333 906	220 421	<b>787 234</b>
<b>Total</b>	<b>3 560 152</b>	<b>5 103 997</b>	<b>3 369 289</b>	<b>12 033 437</b>

EN MODE RÉVISÉ

**Liste des sigles utilisés dans le présent document**

COMET	outil des bureaux de pays pour une gestion efficace
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PSP	plan stratégique de pays
UNDSS	Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

EN MODE RÉVISION